

2018 « sera (...) une année de transition, les efforts en matière de suppressions d'emplois ayant vocation à se renforcer dans les années suivantes », Direction générale, message du 28 septembre 2017.

Le CTL « Destruction-emploi » a été boycotté en deuxième convocation par Solidaires Finances Publiques 25.

Pour nos représentants il n'est pas possible de participer à la mise en place de la souffrance professionnelle et au saccage de nos missions opéré méthodiquement dans un lent et profond travail de sape, années après années. L'avenir de notre administration, et de la plupart des services publics, est de plus en plus sombre, même si la lecture des documents de ce CTL donne aussi l'impression que certaines personnes « veulent allumer le feu » à la DGFIP. Nous avons donc semble-t-il le choix entre d'un côté, ceux qui veulent nous plonger dans les oubliettes obscures de l'histoire et de l'autre ceux qui veulent nous jeter dans le lumineux brasier pour alimenter le CAC 40 et les starts-up-réponse-à-tout à l'appétit illimité.

Du côté obscur de la force, à notre gauche, voici les naïfs, les hauts gradés zélés à la conscience toujours tranquille, les petits doigts sur la couture du pantalon, les syndicats utiles.

Ceux-là déclarent la main sur le cœur avec des trémolo dans la voix qu'il n'y a pas le choix et que les suppressions de postes, les fermetures de services, les disparitions de missions, améliorent les services et les missions et les conditions de travail. Qu'il n'y a pas de suppressions de poste mais de la modernisation, de la numérisation, de la dématérialisation, de la réorganisation!

Ceux-là nous réécrivent le roman « 1984 » dans la novlangue de Georges Orwell et nous expliquent que la guerre c'est la paix, qu'un CTL qui supprime des postes est un « CTL emploi », que la suppression de postes c'est l'amélioration des conditions de travail, et que lorsque l'on a moins de temps, moins de collègues, moins de services, on a plus de temps, plus de collègues et plus de services.

Du côté très clair de la force, à notre droite, voilà les incendiaires, les cyniques, les sociopathes, les anti-états, anti-fonctionnaires, anti-réglementation, anti-tout ce qui ne ressemble pas à des profits dans le secteur financier, voilà les experts médiatiques et les experts du MEDEF (en fait, ce sont les mêmes), ceux qui rêvent probablement de vivre au Bangladesh ou les entreprises occidentales ne sont gênées ni par les fonctionnaires ni par l'Etat et peuvent faire tout ce qu'elles veulent.

Ceux-ci déclarent la main sur le porte monnaie, que les fonctionnaires ne servent à rien, coûtent cher, qu'il faut couper, saper, réduire, sulfater, euthanasier les services publics qui empiètent sur leurs profits et leurs chiffres d'affaires, et les empêchent d'être compétitifs ! Crime de lèse-majesté du marché ! L'Etat, les fonctionnaires, les impôts, les services publics, la protection sociale, les retraites, les réglementations, c'est le Mal, le cauchemar des actionnaires et des fonds de pension.

Ceux-ci évadent, optimisent, « Panama papers » et « Paradise papers » mais s'offusquent du niveau de la dette et des dépenses publiques.

Malheureusement, nos missions, nos postes, nos salaires se retrouvent pris entre ces deux forces qui convergent depuis plusieurs décennies à la tête de l'Etat. Et comme il est plus facile de taper sur des fonctionnaires qui résistent finalement de moins en moins que sur des niches fiscales inutiles ou injustes ou que sur la fraude et l'évasion fiscale ou que sur le secteur financier qui résistent tous beaucoup plus, peu importe qu'ils pèsent ô combien plus lourd sur le budget de l'État, et bien comme chaque année ils nous tapent dessus. Et voici donc le programme des réjouissances :

Les annonces gouvernementales confirmées lors de la présentation du PLF 2018, rappellent que 50 000 emplois doivent être supprimés dans la Fonction Publique d'État au cours du quinquennat. Pour la DGFIP ce seront probablement 18 000 emplois qui devront disparaître. En 2018 ce sera 1 591 emplois équivalent temps plein en moins et pour la DDFIP du Doubs ce sera ... une « suppression nette en 2018 de 21 emplois » répartie comme ci-dessous :

Services		Mouvements par catégories d'emplois					
		AFIPA	A	B	B géo	C/AST	Total
DIRECTION	Encadrement direction	-1					-1
	Division État :						
	- SFACT					+1	+1
	- Produits divers :						
	. PLF 2018			-1			-1
	. Transfert pôle recouvrement RNF		-1	-2		-1	-4
	- Pôle recouvrement RNF		+1	+2		+1	+4
- Service liaison rémunération (SLR)			-1			-1	
	Division ressources humaines			-2		-1	-3
	Division budget, logistique, immobilier					-1	-1
	TOTAL DIRECTION	-1	0	-4		-1	-6
SERVICES INFRA-DÉPARTEMENTAUX	SIP Besançon-Ouest :						
	- PLF 2018					-1	-1
	- Transfert recouvrement impôt trésorerie Quingey					+1	+1
	SIP Besançon-Est					+1	+1
	SIP Montbéliard					-1	-1
	SIE Besançon					-1	-1
	SIE Montbéliard			-1			-1
	Brigade de contrôle et de recherche (BCR)			-1			-1
	Pôle contrôle et expertise (PCE)		+1	-1			0
	Pôle contrôle revenus/patrimoine (PCRP) - Équipe fiscalité patrimoniale Besançon		-1				-1
	Pôle topographique et de gestion cadastrale (PTGC) Besançon				-1	-1	-2
	Trésorerie Grand Besançon			-2		-1	-3
	Paierie départementale					-1	-1
	Trésorerie Montbéliard et Deux Vallées			-1			-1
	Trésorerie Marchaux					-1	-1
	Trésorerie Pont-de-Roide					-1	-1
Trésorerie Quingey					-1	-1	
Trésorerie Valdahon					-1	-1	
	TOTAL SERVICES INFRA-DÉPARTEMENTAUX	0	0	-6	-1	-8	-15
TOTAL DDFIP DOUBS		-1	0	-10	-1	-9	-21